



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 20 AU 26 MAI 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	1
AMERIQUE - ETATS-UNIS	5
AMERIQUE LATINE	15
ASIE – PACIFIQUE	18
EUROPE	19



AFRIQUE

SAHEL : UN CHIEN-COMMANDO DE KIEFFER MEURT EN OPERATION

Début mai, le commando Kieffer a perdu l'un de ses chiens au cours d'une opération au Sahel. On ignore encore les circonstances précises de sa mort, mais il s'agissait d'un chien offensif spécialisé dans l'assaut et la détection d'explosifs. Lors d'une mission de nuit, le chien a été envoyé alors que son équipe était au contact, prise à parti sous le feu ennemi à très courte distance. Son mordant lui permis d'immobiliser successivement les deux terroristes, neutralisés ensuite par les commandos marine. Il a réussi intercepter un troisième ennemi sur une autre position puis un quatrième lors de la recherche post-action, permettant sa capture. Il a vraisemblablement été tué par balle au cours de l'action.

Cette perte ne serait donc pas liée au combat de Gorom-Gorom au Burkina Faso, le 10 mai dernier, dans lequel les premiers maîtres Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncello avaient également perdu la vie. Pour autant, il est possible que cette perte préalable ait impacté l'opération en question. Une équipe K-9 du CPA 10 a en effet bien été mobilisée lors de l'opération de libération d'otages. La perte du chien d'assaut pourrait expliquer le recours à chien du CPA 10 dans une opération mobilisant par ailleurs une vingtaine d'hommes issus du commando Hubert et du 1^{er} RPIMa ; bien que l'intégration d'une équipe cynophile d'« aviateurs » dans un dispositif composé de commandos marine et de terriens SAS ne soit pas particulièrement inhabituelle.

Le chien tué était un berger belge malinois âgé de 5 ans qui se prénomait Leuk. Il avait rejoint la cellule cynotechnique offensive du commando Kieffer en juillet 2015. Cette cellule a vu le jour en 2008, lors de la création du commando et il s'agissait alors de la première cellule offrant une capacité cyno au sein du COS. Ces chiens sont notamment mobilisables pour des missions de libération d'otages ou de neutralisation de high value target (HVT). Deux chiens de Kieffer, Tyron et Uran, avaient été décorés après leurs engagements en Afghanistan et avaient ainsi été les premiers chiens décorés du COS.



Jeudi 18 avril 2019, la 2^e édition des trophées des chiens héros a honoré des binômes maîtres-chiens. Le prix du chien héros dans la catégorie du chien d'intervention a été décerné à Ice, un berger malinois du CPA 10, qui s'est distingué dans la capture d'un chef terroriste au Mali. C'est la deuxième fois qu'un chien-aviateur du CPA 10 reçoit cette distinction après Djony en 2017. Ce dernier s'était notamment illustré lors d'une prise d'otages et d'une tuerie de masse à Ouagadougou, au Burkina Faso en 2016, mais également lors d'une interception de combattants terroristes. Leuk est vraisemblablement le premier chien militaire à mourir en opérations extérieures et également le premier chien-commando du COS à avoir été tué.

RWANDA - MONTEE DES TENSIONS AUX FRONTIERES

Depuis de nombreux mois, les rapports entre le Rwanda et son voisin ougandais ne cessent de se dégrader. Vendredi dernier, un nouvel élément est venu s'ajouter à une liste de griefs déjà longue entre ceux qui furent pourtant des alliés : Paul Kagame, président du Rwanda et son homologue Ougandais, Yoweri Museveni. Ce vendredi 24 mai, deux individus ont été abattus par les forces de sécurité rwandaises, dont un ressortissant ougandais et un Rwwandais. Selon le ministre des affaires étrangères ougandais, les soldats auraient opéré sur le territoire ougandais, à une cinquantaine de mètres de la frontière, version à laquelle s'oppose les autorités rwandaises. Il en va de même concernant les motifs de l'intervention.

Du côté de l'Ouganda, la victime, un rwandais, transportait des marchandises depuis l'Ouganda vers le Rwanda, à la vue des policiers il aurait fait demi-tour pour retourner de l'autre côté de la frontière et aurait été abattu après avoir été rattrapé par les forces de sécurité, de même qu'un citoyen ougandais qui aurait tenté de s'interposer. La version diffère quelque peu du côté du Rwanda, où le contrebandier aurait été neutralisé après s'être montré violent, de même que ses complices venus l'aider à repasser la frontière ougandaise armés de machettes. Si l'événement ne constitue pas un *casus belli*, il traduit en revanche la dégradation des rapports entre les deux voisins. Là où il y a encore quelques mois, circulaient librement ougandais comme rwandais, les bruits de bottes ont remplacé ceux des souliers d'écoliers et des commerçants, le Rwanda ayant interdit à ses ressortissants de passer la frontière, où le prix des denrées y est bien inférieur, poussant ainsi



certains commerçants rwandais à braver l'interdit.

Cette méfiance ne cesse de croître entre les deux dirigeants, pourtant alliés au tournant des années 80 dans leur ascension vers le pouvoir. Espionnage, assassinats politiques et actions de déstabilisations, les accusations se multiplient entre Kigali et Kampala, avec pour point d'orgue, les allégations de soutien aux rebelles rwandais, notamment le Rwanda National Congress (RNC) de l'ancien général rwandais Kayumba Nyamwasa, exilé en Afrique du sud depuis les années 2010, ainsi que les Forces démocratiques de libération du Rwanda qui opéreraient dans la région depuis l'Ouganda soutenus par son service de renseignement militaire, le CMI, ce que nie fermement les autorités.

A ces tensions s'ajoutent les rapports conflictuels qu'entretient le Rwanda avec ses autres voisins, notamment le Burundi et la République démocratique du Congo. Le Rwanda accueille en effet de nombreux réfugiés burundais, fuyant le pouvoir du président Pierre Nkurunziza, aussi retrouverait-on dans les forces anti-Kagame des combattants burundais, installés selon un rapport des experts de l'ONU du 31 décembre 2018 dans le territoire d'Uvira, en République démocratique du Congo, zone frontalière avec le Burundi. Aussi l'événement à la frontière de vendredi dernier revêt-il une importance toute particulière dans un contexte sécuritaire qui ne cesse de se dégrader.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

BUDGET DE LA DEFENSE : DEBUT DE LA PHASE POLITICO-BUDGETAIRE D'AUTORISATION

Après la publication en mars de la requête présidentielle de budget de la Défense pour l'année fiscale 2020, s'ouvre une deuxième phase politico-budgétaire majeure, celle dite « d'autorisation », durant laquelle la Chambre des Représentants et le Sénat élaborent chacun un projet de loi d'autorisation qui octroie le droit aux administrations fédérales de dépenser les crédits qui leur sont alloués. Les deux chambres doivent trouver un accord pour présenter un texte unique conciliant les vues de chacune. S'ouvre ensuite la dernière phase, à savoir l'élaboration par les deux chambres de projets de loi « d'appropriation », devant également faire l'objet d'une harmonisation et d'un accord, devant se traduire par l'affectation effective des crédits budgétaires aux agences fédérales qui, seulement à ce stade, pourront alors procéder à des engagements financiers.

Dans le cadre de cette procédure d'autorisation, les différents sous-comités de chaque chambre ont commencé à examiner le projet présidentiel et à élaborer le leur au regard des orientations du texte de la Maison-Blanche. En voici les points les plus saillants :

A) Chambre des Représentants :

A la Chambre des Représentants, le sous-comité aux forces armées (*HASC*) a présenté sa proposition de budget de la défense, d'un montant de 733Mds\$, qui se caractérise par un certain nombre de divergences majeures à l'égard du projet présidentiel, marquant une opposition ou du moins la volonté de réduire le financement de certains volets jugés importants par l'administration fédérale.

1. Création d'un quartier général dédié à la *Space Force* :

Le sous-comité aux appropriations de défense se montre très prudent à l'égard du projet de *Space Force*, sur lequel il estime ne pas encore disposer de suffisamment d'informations. En conséquence, seuls 15M\$ lui sont alloués, tandis que le sous-comité rejette la requête fédérale de 72M\$ pour la création d'un quartier général dédié au commandement de la *Space Force*. Si le sous-comité n'enterre pas le projet de force spatiale, il estime qu'en l'état, le projet fédéral contient trop de lacunes et n'est pas suffisamment précis, en particulier au regard de la taille, de la portée, du coût, du rôle, et des compétences de la nouvelle branche des forces armées. Il



considère également que le Pentagone peut faire du spatial une priorité accrue sans en passer par la constitution d'une nouvelle branche à part entière des forces armées américaines.

Dès lors, les 15M\$ doivent permettre au Pentagone d'explorer d'autres alternatives organisationnelles pour répondre à la priorité que représente le spatial, avec un accent porté sur la réduction des coûts financiers et administratifs. Ce positionnement du sous-comité est significatif en raison de son rôle déterminant dans l'attribution effective des ressources financières aux différentes administrations fédérales.

2. Modernisation de l'arsenal nucléaire/retrait traité FNI

La modernisation des capacités nucléaires fait également l'objet d'une critique de la part des législateurs de la Chambre. Ainsi, deux programmes sont dans le viseur de critique. Il s'agit premièrement du programme d'ogive nucléaire de faible puissance *W76-2* destinée au missile *Trident* embarqué sur les SNLE américains. Le sous-comité aux appropriations limite le financement de ce programme à 19,6M\$, tandis que le sous-comité à l'énergie annule intégralement la contribution financière de l'Agence nationale de sécurité nationale (*NNSA*). Ces modifications ne devraient pas affecter significativement la production des têtes nucléaires, engagée depuis l'année fiscale 2019, elles devraient en revanche entraver le déploiement de ces nouvelles armes.

Le deuxième programme concerné est celui de nouveaux missiles de croisière à capacité nucléaire destinés aux sous-marins de la *Navy* (*SLCM-N*). Le sous-comité à l'énergie a annulé la contribution de la *NNSA* au projet, tandis que le sous-comité aux appropriations réduit la sienne à 5M\$. Le sous-comité aux appropriations a également rejeté trois programmes de missiles à lancement terrestre violant le traité FNI. En effet, c'est bien au retrait américain de ce traité limitant la course aux armements nucléaires de portée intermédiaire que les Démocrates, majoritaires à la Chambre, entendent s'opposer en entravant les plans de modernisation de l'arsenal nucléaire américain, une dynamique qui risque d'être conflictuelle avec le positionnement du Sénat, majoritairement républicain, qui soutient le retrait américain du traité FNI et la montée en puissance du programme nucléaire du Pentagone.

3. Programme *OPIR* (*Overhead Persistent Infrared*) de renouvellement des satellites d'alerte avancée de lutte ABM

Le sous-comité aux appropriations s'inquiète également du montant requis par l'*US Air Force* pour le renouvellement de ses satellites d'alerte avancée de lutte antibalistique, dans le cadre du programme *OPIR* (*Overhead Persistent Infrared*). La



requête de l'*USAF* porte en effet sur un montant de 1,4Md\$, soit un doublement par rapport à l'année fiscale 2019 (752M\$). Le sous-comité s'inquiète de cette dynamique fortement haussière et se dit prêt à allouer 1,2Md\$ à ce programme qui vise à développer cinq satellites d'alerte avancée destinés à remplacer la constellation actuelle de satellites ABM, dite *Space Based Infrared System (SBIRS)*. L'enjeu est d'adapter les capacités de détection américaines à l'évolution rapide des technologies balistiques.

4. Programme JEDI de cloud pour la gestion des données du Pentagone

Le sous-comité aux appropriations a également rejeté intégralement le financement du programme *JEDI (Joint Enterprise Defense Infrastructure)* qui vise à sélectionner une entreprise privée pour proposer une solution de *cloud* destinée à améliorer la gestion des données du Pentagone. Les législateurs estiment en effet qu'en l'état, le contrat proposé n'est pas optimal en matière de gestion des coûts et d'innovation au service du combattant, et s'éloigne trop des lignes directrices posées par le bureau de la gestion et du budget (*OMB*).

5. Autres programmes à fort contenu technologique

Le sous-comité aux appropriations a également réduit le financement alloué à plusieurs autres programmes dont le contenu technologique est élevé.

Sont ainsi affectés :

- le programme *Joint Advanced Artificial Intelligence* dédié à l'IA
- le programme de prototypage avancé conduit par la *Defense Innovation Unit*, visant notamment à renforcer les efforts en matière de biens à double-usage et à renforcer la chaîne d'approvisionnement de la BITD américaine
- le programme de développement du prochain chasseur de supériorité aérienne
- le programme de développement de drones dédiés aux porte-avions américains (*MQ-25*)
- les différents programmes visant à développer des capacités ABM spatiales (lasers adaptés sur des satellites notamment).

A l'inverse, plusieurs programmes font l'objet de propositions supplémentaires de la part du sous-comité aux appropriations qui y voit des priorités majeures. Il s'agit d'abord des efforts de développement de systèmes d'armes hypersoniques (+80M) et d'un programme de développement de drones à faible coût facilement remplaçables, dit *Low Cost Attributable Aircraft Technology (LCAAT)*.



B. Sénat

Le Sénat, à majorité républicaine, propose un texte largement en accord avec la requête présidentielle. Le comité sénatorial aux forces armées (*SASC*) a ainsi présenté un texte portant sur un montant de 750Mds\$, dont 3,7Mds destinés à remplacer la somme allouée au financement des efforts de construction à la frontière américano-mexicaine. Parmi les changements les plus notables à l'égard du texte de la Maison-Blanche figurent :

- Le retrait de plus de 97Mds\$ alloués au fonds dédié aux opérations extérieures (*OCO*) et leur basculement vers le budget général. Le Sénat, rejoignant ainsi la Chambre sur ce point, estime que le recours massif aux *OCO* était une manœuvre du Président pour éviter d'outrepasser les plafonds de dépenses, et refuse de cautionner cette démarche.
- Le *SASC* approuve la création d'une *Space Force* comme branche à part entière des forces armées et accepte d'en financer l'intégralité de 72Mds\$. Il en propose en revanche une organisation différente de celle décrite par le texte présidentiel. Dans la vision du *SASC*, la *Space Force* ne serait pas une nouvelle branche des forces armées mais relèverait de l'*US Air Force* et serait supervisée par un commandement dual, avec un sous-secrétaire relevant du Secrétaire à l'*Air Force* et un Chef d'Etat-Major relevant du Secrétaire à l'*Air Force* et membre du *Joint Chiefs of Staff*.
- Le *SASC* approuve également le financement intégral des programmes de modernisation de l'arsenal nucléaire.
- Le *SASC* outrepassa la requête présidentielle en faveur notamment du *F-35*, de plusieurs hélicoptères et véhicules blindés de l'*Army* afin d'en renforcer la mobilité et la létalité.
- Enfin, le texte du Sénat comporte une clause visant à empêcher un retrait américain de l'*OtAN*, réaffirmant le consensus bipartisan visant à préserver l'alliance atlantique.

Si plusieurs points de convergence existent donc bien entre la Chambre et le Sénat, les négociations en vue d'un accord sur la proposition de loi d'autorisation risquent d'être houleuses du fait de la persistance de points des désaccords significatifs parmi lesquels l'utilisation de ressources financières du Pentagone pour les travaux d'infrastructure à la frontière ; la modernisation de l'arsenal nucléaire ou encore la *Space Force*.



OPPOSITION BIPARTISANE AU PROJET DE LOI RESTREIGNANT L'INFORMATION DU CONGRES PAR LE PENTAGONE

Adam Smith et Mac Thornberry, respectivement leaders démocrate et républicain du Comité de la Chambre pour les forces armées (*HASC*), ont annoncé mercredi qu'ils s'opposeraient au projet de loi porté par le Secrétaire à la Défense Patrick Shanahan, visant à imposer de nouvelles restrictions en matière d'informations du Congrès par le Pentagone sur les opérations militaires extérieures. Les deux législateurs estiment en effet que ce texte viendrait gravement entraver les capacités du Congrès à exercer sa prérogative constitutionnelle de contrôle de l'emploi des forces armées américaines à l'étranger.

Un point problématique du texte en matière de transparence démocratique serait notamment l'absence de protection des lanceurs d'alerte qui pourrait induire une autocensure accrue au sein du Pentagone, laissant perdurer de potentiels dysfonctionnements. Du côté du Pentagone, le texte est justifié par la crainte que les législateurs des sous-comités de défense, même accrédités, risqueraient de mettre en péril la confidentialité des opérations. Ce durcissement viserait à protéger cette confidentialité, alors même que le Pentagone entend notamment présenter davantage d'informations aux législateurs en matière d'opérations spéciales, dont la sensibilité est très forte.

MOYEN-ORIENT : VERS LE DEPLOIEMENT DE RENFORTS MILITAIRES AMERICAINS ?

Dimanche dernier, le président Trump, qui semblait jusque-là vouloir privilégier les négociations avec l'Iran pour calmer les tensions, a déclaré dans un tweet que la perspective d'un conflit armé déclenché par l'Iran se solderait par la fin de cet Etat. Ce tweet est paru quelques heures après qu'une roquette a touché un bâtiment abandonné à proximité de l'ambassade américaine à Bagdad : les auteurs de ce tir restent inconnus, mais le Département d'Etat a rappelé que l'Iran serait tenu responsable d'attaques menées par ses milices. Ce durcissement de la position du Président traduit bien le manque de clarté dans la position américaine qui participe à l'instabilité croissante dans la région, mais relève également d'une stratégie éprouvée de négociations du président Trump, consistant à souffler le chaud et le froid afin de maintenir une pression permanente.



De son côté, l'*US Navy* a conduit, vendredi 17 et samedi 18 mai, une série d'exercices en mer d'Arabie impliquant le groupe aéronaval de l'*USS Abraham Lincoln*, actuellement déployé dans le golfe Persique, mais aussi des forces de l'*US Marine Corps*, l'*USS Kearsarge* (navire amphibie de type *Landing Helicopter Dock*) avec à son bord la 22e unité expéditionnaire de *Marines*. Ces exercices devaient viser à répondre à une menace iranienne. Par ailleurs, le destroyer *USS Mason* a franchi cette semaine le détroit d'Ormuz pour rejoindre les destroyers *USS McFaul* et *USS Gonzalez* dans le Golfe.

Jeudi 23 mai, le Pentagone a présenté différentes propositions à la Maison-Blanche pour déployer des renforts militaires au Moyen-Orient. Donald Trump a annoncé avant la réunion qu'il n'était pas persuadé qu'il fallait envoyer davantage de troupes. Néanmoins, il s'est engagé à faire ce qui était nécessaire pour contrer l'Iran. Les représentants du Pentagone ont insisté sur le fait que ces potentiels renforts ne sont pas une réponse à une menace iranienne, mais qu'ils doivent simplement renforcer la sécurité des forces américaines déjà déployées dans la région. Le but affiché par Mike Pompeo et Patrick Shanahan reste de dissuader l'Iran et non de le provoquer. Il n'en demeure pas moins que l'approche menée par l'administration laisse de nombreux membres du Congrès perplexes : peu comprennent la stratégie adoptée par le gouvernement.

Vendredi 24 mai, suite à la réunion de la veille, le président Trump a annoncé que 1500 soldats supplémentaires seraient envoyés au Moyen-Orient, ainsi que des avions de chasse, des drones et d'autres équipements. Plus généralement, le volume de forces qui sera déployé fait l'objet d'estimations variant assez largement, la prudence reste donc de mise dans l'évaluation de cette montée en puissance américaine dans la région.

VENEZUELA - LE *SOUTHERN COMMAND* SOULIGNE LES RISQUES DE DESTABILISATION REGIONALE

L'amiral Craig Faller, commandant du *US Southern Command* perçoit l'influence de Nicolas Maduro en Amérique latine comme une menace à la démocratie et à la stabilité dans la région. Il a déclaré au quotidien *The Hill* que, selon lui, le régime de Nicolas Maduro ressemblait, dans son fonctionnement, à une mafia, une entreprise illégale qui tiendrait seulement grâce au soutien de généraux corrompus. Il a aussi ajouté que la situation du pays aggravait tous les problèmes de sécurité de la région (immigration, narcotrafic, insurrections armées, etc...). Faller a en effet expliqué que le trafic de cocaïne permettait par exemple de financer les guérilleros colombiens. Or, il est estimé que le narcotrafic au Venezuela a augmenté de 40% sous le régime de Maduro. En Colombie, les problèmes de narcotrafic et de guérilla



sont accompagnés d'une arrivée massive de réfugiés vénézuéliens : près d'un million de Vénézuéliens s'y sont réfugiés, soit un tiers du nombre total de Vénézuéliens ayant quitté leur pays. Ces hommes et ces femmes ont fui la crise économique et politique structurelle qui traverse le pays, alors que l'ombre d'une intervention étrangère - russe, chinoise ou américaine - plane sur le pays.

L'amiral Faller a déploré que la région ne soit pas prioritaire pour le déploiement de bâtiments de l'*US Navy*, contrairement au golfe Persique ou à la mer de Chine. Ainsi, la quatrième flotte, la composante maritime du *Southern Command*, n'a pas de navire à sa disposition, même si l'*USNS Comfort*, un navire-hôpital, doit être déployé le mois prochain dans la région ainsi qu'un *Littoral Combat Ship* dans la mer des Caraïbes d'ici la fin de l'année. Il a tout de même mis en avant le fait que la crise vénézuélienne a provoqué des échanges de renseignements avec les partenaires américains dans la région.

MER DE CHINE MERIDIONALE : NOUVELLE FONOP AMERICAINE

L'*US Navy* a conduit la semaine dernière une nouvelle opération de liberté de navigation en mer de Chine méridionale, portant à deux le nombre de FONOPS réalisées dans la même semaine. Ainsi, le destroyer *USS Preble*, accompagné de deux navires des garde-côtes philippins, a procédé à des exercices de *Search and Rescue* (SAR) au large du récif de Scarborough, territoire à la souveraineté contestée ayant donné lieu à une confrontation entre des navires philippins et chinois en avril 2012. Par ailleurs, le ministère taiwanais de la Défense a annoncé que deux navires de guerre américains avaient à nouveau franchi le détroit de Taiwan.

NOMINATION PAR DONALD TRUMP DE LA NOUVELLE SECRETAIRE A L'US AIR FORCE

Le président Donald Trump dans un tweet du 21 mai a annoncé le successeur de Heather Wilson, actuelle Secrétaire à l'*Air Force* qui quittera ses fonctions à la fin du mois pour devenir doyenne de l'Université du Texas à El Paso. Barbara Barrett sera donc la prochaine à occuper le poste ; la sénatrice Martha McSally, une ancienne pilote de l'*Air Force*, a salué le choix du président Trump en soulignant que Barbara Barrett « a (...) l'expérience et la connaissance [nécessaires] pour diriger l'*Air Force* (...) en ces temps d'accroissement des menaces mondiales. »

Barbara Barrett a de l'expérience dans la diplomatie et dans le domaine de la défense, ayant notamment été ambassadrice pour les Etats-Unis en Finlande en



2008-2009. De plus, elle a travaillé dans diverses organisations, notamment la *Rand Corporation*, un think-tank majeur dans l'analyse stratégique et dans l'*Aerospace Corporation*, une institution dispensant des conseils et une aide technique concernant des missions spatiales militaires mais aussi civiles. Cette institution travaille notamment de manière rapprochée avec plusieurs branches de l'armée américaine, notamment l'*US Air Force*.

Ce n'est pas la première fois que Barbara Barrett est proposée à ce poste, en 2003, sous l'administration de George W. Bush, elle avait été proposée en tant que Secrétaire à l'*Air Force* mais elle n'avait finalement pas occupé le poste. Elle est également pilote civile elle-même et a été certifiée comme astronaute.

US AIR FORCE : ENTRAINEMENT EN EUROPE DU NORD

La semaine précédente, des troupes de l'*US Air Force* ont été envoyées sur la base aérienne de Kallax en Suède pour participer à un exercice conjoint organisé par la Suède. Divers pays y participent, dont la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Finlande et l'Allemagne. Intitulé *Arctic Challenge Exercise* (ACE19), il se déroule du 22 mai au 4 juin 2019 et s'inscrit dans la logique de la *Nordic Defense Cooperation*, la Coopération de Défense nordique (NORDEF), une coopération de défense réunissant les pays scandinaves. Succédant à des accords de coopération déjà mis en place auparavant, la NORDEF a été entérinée en 2009. Elle ne se présente pas comme une alliance militaire, mais se comprend comme une coopération entre les pays scandinaves qui souhaitent mettre sur pied des dispositifs pour renforcer les capacités de défense des divers pays membres. Néanmoins, cet accord permet aussi à des Etats ne faisant pas partie du NORDEF de participer à ces opérations et exercices. L'ACE19 est un exercice se déroulant depuis 2013 tous les deux ans, respectivement en Suède, en Finlande ou en Norvège, cette année la Suède en est responsable, elle a donc la charge d'organiser et de diriger l'exercice militaire.

Les Etats-Unis participent à cet exercice, l'inscrivant dans la logique de la *European Deterrence Initiative* (EDI) – l'initiative de dissuasion européenne. L'EDI a été mise en place en 2014 lors des tensions entre l'Ukraine et la Russie qui ont abouti à l'annexion de la Crimée par Moscou. Dans le rapport de mars 2019 du *Department of Defense* (DoD) sur le budget alloué à l'EDI, le DoD rappelle les ambitions de la DEI ; cinq buts sont notamment poursuivis : renforcer la présence américaine en Europe; mener des exercices et des entraînements conjoints avec les pays européens; améliorer le prépositionnement, c'est-à-dire acheminer du matériel militaire, des munitions, etc. sur des bases militaires en Europe; perfectionner les infrastructures militaires et construire une solide coopération entre alliés. Cette



année l'exercice sera une « *flag-level* » opération, c'est-à-dire une opération de grande ampleur concentrant un grand nombre de troupes et d'aéronefs, revêtant un fort caractère de réalisme ayant pour but de préparer les forces alliées à neutraliser les systèmes de défense antiaériens ennemis dans un contexte de renforcement des capacités antiaériennes de pays rivaux, notamment la Russie en Europe. Pour les forces américaines, cet exercice est un moyen de s'entraîner en cas de crise en Europe, mais est aussi un moyen d'acheminer du matériel militaire sur le continent pour continuer à renforcer leur présence militaire.

Les unités mobilisées sont issues de l'*Air National Guard* et relèvent de bases situées en Caroline du Sud, dans le Massachusetts, l'Iowa et le New Jersey. Des *F-15C Eagles* et des ravitailleurs en vol *KC-135R Stratotanker* participent à l'exercice. Selon le major Shaun Hoeltje, un pilote de *F-16* de l'*Air National Guard* de Caroline du Sud, cet entraînement permet de conduire un exercice militaire dans un espace aérien unique qu'il n'est pas possible d'avoir en Caroline du Sud, en effet, le déroulement des opérations se situe à une centaine de kilomètres du cercle polaire, illustrant l'importance accordée par le Pentagone à la préparation opérationnelle en environnement arctique.

L'USAF INTERCEPTE DES BOMBARDIERS RUSSES AU LARGE DE L'ALASKA

Lundi dernier, des avions de l'*US Air Force* ont intercepté des avions de chasse et des bombardiers russes à proximité de l'Alaska. Ces appareils russes ont pénétré la zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) américaine en deux formations. L'une est entrée par le nord en direction du sud et l'autre dans l'autre sens puis elles sont toutes les deux restées dans l'espace aérien international lors de l'interception. Un premier groupe était composé de deux bombardiers *Tupolev Tu-95* tandis que l'autre comportait également deux bombardiers ainsi que deux *Sukhoi Su-35*. Ils ont été interceptés par des *F-22 Raptors* soutenu par un *AWACS E-3 Sentry*. Le *North American Aerospace Defense Command* (NORAD) a publié des clichés de l'interception: les appareils américains n'avaient pas pour vocation d'être discrets mais bel et bien d'accompagner les avions russes car ils avaient des réservoirs de carburant externes, leur permettant d'allonger leur temps de vol tout en augmentant leur signature radar. Le lendemain, mardi 21 mai, des bombardiers *Tu-95* ainsi que des chasseurs russes ont de nouveau été interceptés au large de l'Alaska. Alors que la moyenne annuelle d'interceptions dans cette région se situe autour de six ou sept depuis 2007, l'interception de ce mardi est la cinquième de l'année 2019.



LE DEPARTEMENT D'ETAT AUTORISE LA VENTE DE MISSILES ANTIAERIENS AU JAPON ET A LA COREE DU SUD

La *Defense Security Cooperation Agency* du Département d'Etat a donné son feu vert à deux contrats destinés à deux de ses principaux alliés asiatiques, pour un montant total estimé à 600M\$. Il s'agit d'abord de la vente de 160 missiles air-air moyenne portée *AIM-120C-7 (AMRAAM)* au Japon, pour un montant d'environ 317M\$, ainsi que la vente à la Corée du Sud de 94 missiles mer-air *SM-2 Block IIIB*.

DONALD TRUMP AUTORISE UNE VENTE D'ARMES A L'ARABIE SAOUDITE, EN DEPIT DE L'OPPOSITION DU CONGRES

Vendredi 24 mai, le Secrétaire d'Etat, Mike Pompeo a notifié le Congrès que l'administration avait décidé d'approuver une vente d'armes à l'Arabie Saoudite pour une valeur de près de huit milliards de dollars. Le Congrès aurait probablement bloqué cette vente notamment après les enquêtes concernant le rôle du royaume dans la mort de civils dans le conflit au Yémen mais aussi dans la mort du journaliste Jamal Khashoggi en octobre dernier. Pour éviter ce blocage, le président Trump a déclaré que les tensions avec l'Iran relevaient d'une urgence nationale et que cette vente d'armes permettrait d'endiguer la menace iranienne. Or, ces armes pourraient effectivement être utilisées au Yémen car la vente devrait se faire rapidement sans aucune limitation quant à leur utilisation. La vente devrait surtout participer à l'escalade des tensions entre l'Iran et les Etats-Unis.



AMERIQUE LATINE

VENEZUELA : OUVERTURE DE NEGOCIATIONS SOUS L'EGIDE NORVEGIENNE

Le 17 mai dernier, la Norvège a confirmé qu'un dialogue à son initiative avait été engagé entre le régime et l'opposition. Aux yeux des Norvégiens, ce conflit, déchirant l'espace politique vénézuélien et plus largement l'économie et la société depuis maintenant quatre mois, nécessite un règlement diplomatique rapide, afin d'éviter tout emploi de la force si la confrontation devait s'enliser. Le ministère des Affaires Étrangères norvégien a affirmé dans un communiqué du 17 mai sa « volonté de continuer à soutenir la recherche d'une solution pacifique pour le pays ».

Pour comprendre l'initiative norvégienne, rappelons-nous que celui-ci est le pays hôte du Prix Nobel de la paix, promouvant depuis des décennies une culture de la médiation. Cette longue tradition de médiation s'illustre par les accords d'Oslo au sujet du conflit israélo-palestinien (1993), ou encore, cette fois-ci avec davantage de succès, par le processus de paix entre le gouvernement Colombien et les Farcs en 2016. A cet égard, les Norvégiens, contrairement à de nombreux Etats européens reconnaissant Juan Guaido, ont exprimé leur neutralité, appelant à la tenue de nouvelles élections libres et évoquant déjà être « prêt à contribuer si et quand les parties le souhaiteront » (Ministère des Affaires Étrangères).

Juan Guaido et Jorge Valero (représentant du Vénézuéla aux Nations-Unis) ont confirmé l'annonce, en précisant que des délégués avaient été envoyés en vue de la médiation norvégienne. Cependant l'opposant vénézuélien a nuancé l'annonce en indiquant qu'aucune négociation n'avait été amorcée, qu'il s'agissait là seulement d'un début de contacts entre les parties, corroborant ainsi les propos norvégiens. Ceux-ci déclarent avoir entamé « une phase exploratoire en vue de contribuer à trouver une solution à la situation du pays », ce que n'a pas confirmé Nicolas Maduro, sans pour autant l'infirmier. Ce dernier a préféré évoquer, par l'intermédiaire de son émissaire Jorge Rodriguez, préparer une mission de normalisation des rapports diplomatique avec les pays européens. D'après les déclarations de la radiotélévision publique norvégienne NRK, ces négociations, tenues à Oslo sans indication précise du lieu, auraient duré « plusieurs jours » au terme desquelles les délégations seraient rentrées à Caracas. Celles-ci comptaient du côté du régime : le ministre de la Communication Jorge Rodriguez et le gouverneur de la province de Miranda, Hector Rodriguez. L'opposition aurait été représentée



par l'ancien député Gerardo Blyde, l'ex-ministre Fernando Martinez Mottola ainsi que le vice-président du Parlement, Stalin Gonzalez.

La rencontre a été réitérée cette semaine, d'après les médias norvégiens d'abord, confirmée ensuite par le gouvernement. Beaucoup d'acteurs vénézuéliens sont favorables à une négociation, à l'ouverture d'un dialogue dans la mesure où celui-ci aboutit à de nouvelles élections dans un climat apaisé. Cette deuxième rencontre a cependant fait l'objet de critiques de la part de l'opposition vénézuélienne, notamment par Julio Borges et Maria Corina Machado, deux opposants en exil, manifestant sa surprise pour l'un, sa réticence pour l'autre.

A cet égard, les soutiens de Maduro utilisent la médiation d'Oslo pour afficher leur unité face à une opposition qui connaît des fractures grandissantes. Dans ce sens, Nicolas Maduro appelle désormais aux négociations : « Le Venezuela doit régler ses problèmes et chercher des solutions par la voie de la politique, du dialogue, de la diplomatie et de la paix, a-t-il expliqué lors d'une marche militaire vendredi. J'ai proposé le dialogue plus de 600 fois et je continuerai à le faire. » Le dirigeant chaviste a compris le bénéfice que le pouvoir en place pouvait tirer de l'allongement de la confrontation politique sur fonds de détérioration grave des conditions économiques et sociales. La popularité de J.Guaido a ainsi diminué à mesure de la durée du conflit politique, par l'absence de réelle rupture, pourtant promise à ses partisans.

Ce lundi 20 mai, Nicolas Maduro a proposé d'organiser des élections législatives dans une « volonté de conciliation ». Cette perspective ne devrait pas convenir aux Vénézuéliens, puisque le Parlement est dominé par l'opposition réclamant depuis le début du conflit (mai 2018, réélection de Maduro) des élections présidentielles. S'ajoutent à ces provocations les nombreuses difficultés pour les parlementaires d'exercer leurs fonctions : non payés depuis 2015, l'accès au Parlement est souvent empêché, l'immunité parlementaire n'est plus garantie et la presse n'est plus autorisée à pénétrer dans l'Assemblée.

TENSIONS INDIRECTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BOLSONARO ET LES FORCES ARMÉES

Les relations entre le gouvernement – comportant huit militaires ou anciens militaires aux postes centraux – et les forces armées, se trouvent de plus en plus mises à mal par l'ingérence du mentor de Bolsonaro, Olavo de Carvalho. Cet écrivain brésilien de 72 ans vivant aux Etats-Unis et adulé par Steve Bannon ne cesse de tweeter (plusieurs fois par heures) ses appréciations sur la politique brésilienne et notamment ses acteurs. Ceux-ci visent en particuliers les généraux au



pouvoir, dont le général Carlos Alberto dos Santos Cruz (ministre du Secrétariat du gouvernement) et le vice-président Hamilton Mourao qu'il critique en termes très crus.

En réaction, le général Eduardo Villas Bôas, dans un entretien accordé au journal Estadão de São Paulo, a dénoncé ce « manque de respect total aux forces armées ». L'écrivain ne s'attire pour autant pas les foudres du Président, et continue de nouer des liens avec tous les acteurs de la droite dite populiste, dont Donald Trump et des politiques proches de Steve Bannon.



ASIE – PACIFIQUE

COREE DU NORD : PYONGYANG DENONCE DES « ACTES HOSTILES » DES ETATS-UNIS ET MENACE DE DURCIR SA REponse

Pyongyang a adressé un avertissement aux Etats-Unis cette semaine en annonçant que les « actes hostiles » de leur part et autres demandes de « désarmement unilatéral » devaient cesser, sous peine de voir la Corée du Nord changer d'attitude. Une telle menace pourrait signifier la reprise de tirs de missiles à longue portée après que plusieurs projectiles à courte portée ont été tirés début mai. Cet avertissement s'inscrit dans la lignée de la position nord-coréenne depuis l'échec du sommet d'Hanoi de février dernier : le régime se dit prêt à dénucléariser d'ici la fin de l'année, insistant quand même sur l'impossibilité de tout progrès à causes des demandes américaines. Le message, diffusé la veille de l'arrivée de Donald Trump à Tokyo pour une visite officielle de quatre jours, n'a pas semblé affecter le président américain qui s'est dit confiant sur Twitter dans la capacité de Kim Jong Un à tenir sa promesse de dénucléarisation complète, sans être par ailleurs inquiet par le lancement de « quelques petites armes ». Il est probable que le Premier ministre japonais, dont le pays est directement concerné par les tirs de missiles à courte portée nord-coréens, n'ait guère apprécié cet optimisme.

INDE : VICTOIRE ECRASANTE DE NARENDRA MODI QUI S'ENGAGE DANS UN SECOND MANDAT

Le parti nationaliste hindou du Bharatiya Janata Party (BJP) a remporté une majorité de 303 sièges au Parlement lors des élections législatives indiennes qui se sont tenues ces dernières semaines. Le parti du Congrès, principal parti de l'opposition, n'a remporté que 51 sièges et n'a pas réussi à se démarquer suffisamment ni à mettre en avant un leader pouvant rivaliser avec le charismatique Premier ministre Modi sur lequel repose désormais le BJP. La campagne fut notamment marquée par le bombardement d'un site Pakistanais en février en réponse à l'attaque du groupe JeM au Cachemire, largement utilisé ensuite par le BJP pour mettre le patriotisme et la question religieuse au cœur des élections.



EUROPE

FRANCE/INDE : CAMBRIOLAGE CHEZ DASSAULT

Le magazine *India Today* a rapporté une effraction, survenue dans la nuit du 18 au 19 mai dernier, dans les locaux de Dassault occupés par l'*Indian Air Force* (IAF) à Saint-Cloud. Selon l'IAF, aucun document ou disque dur n'a été volé. En 2016, l'Inde et la France s'étaient accordées sur la vente de 36 avions Rafale, pour un montant de plus de huit milliards d'euros.

DEFENSE EUROPEENNE : LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LOUIS GAUTIER

Louis Gautier est conseiller maître à la Cour des Comptes et ancien secrétaire général à la Défense et à la sécurité nationale. En avril 2018, il avait été chargé par le président de la République d'une mission relative aux enjeux adaptatifs de la défense européenne. Après un premier bilan d'étape rendu en octobre de la même année, il a délivré son rapport définitif le 6 mars 2019. Un travail suivi d'analyse qui permet d'éclairer les enjeux de la "relance" et la portée des récentes initiatives en matière de défense européenne, en plus d'esquisser une possible marche à suivre.

Le constat premier est celui d'une "dégradation continue de l'environnement stratégique européen", aussi bien en termes de menaces (résurgence des conflits en périphérie, attaques terroristes, cybercriminalité, espace...) que de manque de positionnement clair vis-à-vis de ces enjeux (défaut de planification et de rationalisation capacitaire, mauvaise harmonisation des intérêts stratégiques...). Alors qu'on assiste au désengagement états-unien et à la montée en puissance de la Chine, l'Europe se révèle, en l'état, incapable de "structurer son paysage stratégique". Dans le cas où une crise majeure devait survenir sur son sol, elle ne serait pas en mesure d'y répondre efficacement et dans des délais appropriés.

Ces manquements obligent à bien réfléchir le projet de défense européenne actuellement *relancé*. Selon Louis Gautier, les initiatives capacitaires telles que le Fond européen de la défense (FEDef) sont en ce sens salutaires, pourvus qu'elles soient coordonnées à une doctrine militaire commune, une gouvernance qui éperonne la convergence des instances exécutives (Agence européenne de défense et Organisation conjointe de coopération en matière d'armement, notamment) ; enfin, à culture stratégique commune — y compris en matière de protection des données.



Pour ce faire, Louis Gautier rappelle la nécessité d'éviter les "faux-fuyants" et les disputes terminologiques comme il en existe au sujet de la relation UE/OTAN ou des concepts français d' "autonomie stratégique" et d' "Europe de la défense", que ne partagent pas tous les alliés européens. S'il est nécessaire que l'Europe se dote de capacités propres et de mécanismes opérationnels flexibles (aussi bien dans le cadre communautaire de la Coopération Structurée Permanente qu'au sein du système de nation-cadres qu'encourage l'Initiative Européenne d'Intervention), il ne doit pas s'agir d'une autonomisation par rapport à l'OTAN. Cependant, les enjeux d'articulation sont essentiels, tout autant dans la relation UE/OTAN que dans celle qu'entretiendra la France avec l'Allemagne d'une part, le Royaume-Uni de l'autre.

Face à ces défis de cohérence et de convergence, Louis Gautier structure son rapport autour de cinq axes prioritaires : (i) l'affirmation stratégique, (ii) la protection des frontières et des citoyens de l'Union, (iii) la capacité de réaction aux crises ; enfin, (iv) l'amélioration des capacités militaires et (v) la formulation d'une politique industrielle visant à consolider la base technologique et industrielle des Européens. De là découlent 91 propositions, déclinées en trois axes majeurs : l'anticipation, l'autonomie, l'articulation et la cohésion institutionnelle. En dernier lieu, l'auteur du rapport fournit un calendrier, rappelant "qu'il ne s'agit pas de proposer de grand soir institutionnel", mais un chemin de réflexion et d'action exigeants à la hauteur des enjeux contemporains.

Le rapport n'a pas encore été rendu public, mais a été présenté par son auteur aux sénateurs de la Commission des Affaires Étrangères, de la défense et des forces armées le 15 mai dernier (séance consultable sur le site Internet : <https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20190513/etr.html#toc8>), et a à l'occasion de plusieurs interventions publiques (*Europe de la défense : statu quo ou relance ?* à la Fondation Jean Jaurès, dont la version vidéo est accessible : <https://jean-jaures.org/nos-productions/europe-de-la-defense-statu-quo-ou-relance> ; *Entretiens de la Défense Européenne – 2e édition : Vers une armée européenne ?* à l'Université Paris I - Panthéon Sorbonne).

ESTONIE – SIGNATURE D'UN ACCORD DE COOPERATION SUR LA DEFENSE AVEC LES ETATS-UNIS POUR CONTRER LA CYBER-MENACE RUSSE

Ce vendredi 24 mai 2019, Kathryn Wheelbarger, assistante du secrétaire à la Défense des Etats-Unis, spécialiste des affaires étrangères de sécurité, a signé à Washington avec Kadi Silde, sous-secrétaire au ministère de la Défense de la république d'Estonie, chargée de la politique de défense, un court document



préparant l'alliance entre l'Estonie et les Etats-Unis jusqu'en 2024. L'Estonie est le dernier des pays baltes à s'entendre bilatéralement avec les Etats-Unis, en plus de faire partie de l'OTAN et de l'Union Européenne.

La coopération en matière de défense se matérialisera par de l'aide militaire et l'organisation d'exercices conjoints entre les forces militaires des deux pays. Mais l'accord fait également mention de coopération dans le domaine de la cyber-sécurité. En effet, ce domaine est central pour l'Estonie, comme en témoigne le fait que la jeune république propose à ses citoyens d'effectuer toutes leurs démarches administratives en ligne, grâce à un système de cartes d'identité numériques qui authentifient l'utilisateur depuis son ordinateur. En 2007, la Russie avait exploité cette faiblesse de l'Estonie en lançant une série de cyber-attaques qui avaient paralysé le pays. Le rapport annuel du KAPO (*Kaitsepolitseiamet* – Service de la sécurité intérieure) fait par ailleurs état des craintes de l'état-major de voir les services de renseignements russes continuer de perturber la démocratie balte. Les élections européennes, qui se déroulent ce dimanche 26 mai en Estonie, devraient ainsi être un bon test pour la cyber-défense estonienne. Les représentants du KAPO ont en effet qualifié le risque d'attaque russe comme étant très probable.

Le partenariat avec les Etats-Unis est donc un bon indicateur de la volonté de l'Estonie de muscler sa défense en côtoyant les plus en avance dans les domaines de la défense, et notamment en matière de cyber-sécurité.



PROCHE ET MOYEN ORIENT

SYRIE : REcul DES FORCES DU REGIME SYRIEN DANS LA REGION D'IDLIB

Cette semaine marque le premier véritable recul des forces pro-régime face à la coalition des mouvements jihadistes dirigée par Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et à laquelle se sont joints les rebelles de l'armée syrienne libre. Mercredi 22 mai, Kafr Naboudah, plus importante place forte conquise au début de ce mois par les forces pro-régime et centre de son dispositif stratégique, fut reprise par le HTS en même temps que quelques localités environnantes dont le village de Tal Hawash. D'après le journal pro-régime al-Masdar, la contre-offensive jihadiste aurait coûté à ses auteurs plus d'une centaine d'hommes contre moitié moins côté défenseur. Ce fait cache mal les pertes quotidiennes du régime syrien en hommes et en matériels, en quantité non négligeables pour des gains faibles.

Cette perte d'initiative stratégique subie par les forces pro-régime a été compensée à partir de mercredi par une augmentation sans précédent des frappes aériennes et terrestres sur le sud de la poche d'Idlib. Leur nombre dépasse mille frappes par jour selon l'Observatoire Syrien pour les Droits de l'Homme (OSDH)

A ce jour les seuls résultats tangibles de l'offensive sont un accroissement exponentiel des destructions, plus de trois cent mille déplacés et plusieurs centaines de morts. On peut ajouter à ce bilan le rassemblement des cinquante mille combattants jihadistes, auparavant divisés en groupes rivaux, sous la direction du HTS.

TURQUIE : L'ENTENTE AVEC LA RUSSIE EN QUESTION

Les récents développements à Idlib remettent en cause les termes de l'entente turco-russe sur le cessez-le feu dans la zone d'Idlib. La Turquie et la Russie s'étaient entendues, lors des accords de Sotchi en septembre dernier, pour mettre en place une zone tampon (« *buffer zone* »). La mise en place de ce statut venait à la condition que les groupes jihadistes dirigés par le HTS présents sur la zone soient évacués. Un tel accord permettait aux forces pro-régime de concentrer ses forces ailleurs, et à la Turquie de stabiliser le front sur sa frontière sud, tout en évitant une nouvelle



vague de réfugiés.

Des postes d'observation turcs, russes et iraniens ont été installés autour de la zone de cessez-le-feu, depuis les accords d'Astana. Or, l'offensive de l'armée loyaliste sur la zone a touché des postes d'observations turcs. Tout d'abord, début mai, plusieurs soldats turcs ont été directement attaqués par les forces du régime de Damas, qui ne s'est pas encore exprimé sur leur aspect potentiellement accidentel. Ensuite, le poste de Morek, au nord de Hama, est à très grande proximité des bombardements pro-régime sur la ville de Khan Shaykhun, touchée par des bombes incendiaires. La ville bombardée est ainsi à 10 kilomètres du poste turc au nord, ce dernier faisant face au sud au poste russe d'Ard Suran lui aussi à 10 kilomètres environ. Le poste de Morek est ainsi menacé par la très grande proximité avec le front d'Idlib, d'autant plus que selon *Reuters* un soutien logistique turc aurait été apporté aux troupes rebelles, qui ont contre-attaqué cette semaine. Si la Russie a retiré ses troupes de Tel Rifaat, seulement deux jours après l'entrevue entre Poutine et Recep Tayyip Erdoğan début avril, la présence turque à Idlib est délibérément mise sous pression.

LIBYE : DES AFFRONTEMENTS INTERMINABLES DE TRIPOLI

Depuis près de sept semaines, les troupes de l'Armée nationale libyenne (ANL) et celles du Gouvernement de l'Accord National (GNA) s'affrontent aux portes de Tripoli. Il y aurait plus de 510 morts et 75 000 personnes déplacées. Malgré l'enlisement des combats dans les banlieues sud de la ville, le maréchal Haftar en visite à l'Élysée a réaffirmé ce mercredi 22 mai son refus catégorique d'un cessez-le-feu.

Pour l'envoyé des Nations Unies, ce n'est que le début de la bataille. L'arsenal militaire respectif des belligérants est important et développé malgré l'embargo imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ghassan Salamé a en outre prié le Conseil de sécurité d'enquêter sur ces violations d'exportation d'armement vers la Libye ainsi que de répertorier les actes de crimes de guerre. En effet, plus de 500 000 civils sont bloqués au niveau des affrontements sans pouvoir s'échapper de la ville.

En ce qui concerne l'avancée des combats, les forces du maréchal Haftar ont failli percer la ligne de front ce samedi 25 mai. L'attaque s'est déroulée dans la direction des camps d'Ahyaaa Al-Bariya et de Naqliyah avant que les hommes de l'ANL soient repoussés par les combattants du GNA.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière